



**BUREAU
VERITAS**

BUREAU VERITAS NOUMEA
Centre d'affaire "La belle vie" BP 30514
98895 NOUMEA CEDEX
Tél : + 687 41 02 60
fax : + 687 41 02 75

Wilfrid GUILLAUME
Port. : +687 74 42 29
wilfrid.guillaume@fr.bureauveritas.com

N° Opération : 5000 309 - COPENICA

Maître d'ouvrage :

F.C.H. (Fond Calédonien de l'habitat)
BP 3887
1 Rue de la somme.
Immeuble Jules Ferry
98846 Nouméa Cedex

Résidence COPENICA



DUMBEA

Coordination Santé et Sécurité
Plan Général de Coordination

P.G.C.

04/12/2017	0	Création du document phase DCE	Wilfrid GUILLAUME
Date d'établissement ou de modification	Indice	Objet de la version ou de la mise à jour	Rédacteur



SOMMAIRE

1. Note aux intervenants :	3
2. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPÉRATION	5
2.1. Modalités de coopération entre CSS, MOA, Moe et entreprises	5
2.2. Présentation du projet	6
2.3. Présentation des intervenants	7
2.4. Autorisations administratives	7
2.5. Renseignements administratifs (adresses utiles)	8
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	9
3.1. Contraintes d'environnement	9
3.2. Organisation générale du chantier	11
4. MESURES DE COORDINATION Santé Sécurité	17
4.1. Responsabilité des entreprises	17
4.2. Inspections Communes	17
4.3. Analyse de la séquence 1 – Travaux préparatoires – Infrastructure	18
4.4. Analyse de la séquence 2 – Elévation	20
4.5. Analyse de la séquence 3 – Clos Couvert	23
4.6. Analyse de la séquence 4 – Second Œuvre	26
4.7. Analyse de la séquence 5 – Finitions et Extérieurs	28
Co-activités et protections collectives	29
4.8. Protections individuelles	32
4.9. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels	32
4.10. Installation électrique générale de chantier	34
4.11. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	35
4.12. Risques environnementaux	35
4.13. Interférences des grues	35
5. ORDRE ET SALUBRITÉ DU CHANTIER	36
5.1. Stockages sur le chantier	36
5.2. Nettoyage	36
5.3. Enlèvement des déchets	36
5.4. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	37
6. ORGANISATION DES SECOURS	38
6.1. Téléphone de secours	38
6.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	38
6.3. Travail isolé	38
6.4. Procédure d'organisation des secours	38
6.5. Petit matériel de secours	38
6.6. Déclaration	38
6.7. Modèle de liste des numéros d'urgence	39
7. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE le COORDONNATEUR Santé SÉCURITÉ ET les ENTREPRISES	40
8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	41
8.1. Sous-traitance	41
8.2. Intérimaires	41
8.3. Le plan particulier santé sécurité	41
8.4. Accueil des entreprises prestataires « location avec chauffeur »	42
8.5. Travailleurs indépendants	42
8.6. Sanctions administratives & Pénalités	42
9. ANNEXES AU P.G.C.	44
9.1. Fiches d'accueil « exemple »	44



1. NOTE AUX INTERVENANTS :

Le PLAN GENERAL DE COORDINATION en matière de Santé et Sécurité (P.G.C.), établi par le Coordonnateur Santé Sécurité de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris pour les sous-traitants et travailleurs indépendants.

Les documents utilisés pour la rédaction de ce PGC sont de la phase : **DCE**

Le coordonnateur a été nommé en phase conception

LE P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère contractuel obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS SANTE SECURITE (P.P.S.S.).

Des réunions de Coordination en matière de Santé Sécurité seront organisées autant que nécessaire, les intervenants convoqués seront tenus d'y être présents.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail ainsi que des diverses délibérations et arrêtés en vigueur en Nouvelle Calédonie, à chacun des participants aux opérations de bâtiment notamment :

- Délibération n° 207 du 7 août 2012

La Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, prévue par la Délibération n° 207 du 7 août 2012 relative à la santé sécurité sur les chantiers de bâtiment; aux fins de contribuer à prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ou travailleurs indépendants.

- Délibération n°35/CP du 23 février 1989

JONC n°6620 du 28 mars 1989 p 633

Mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

- Délibération n°36/CP du 23 février 1989

JONC du 28 mars 1989 p 650

Mesures de sécurité applicables aux appareils de levage

- Délibération n°50/CP du 10 mai 1989

JONC du 19 juin 1989 p 1294

Relative à la médecine du travail

- Délibération n°51/CP du 10 mai 1989

JONC du 19 juin 1989

Mesures particulières de protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

- Délibération n°55/CP du 10 mai 1989

JONC du 19 juin 1989 p 1311

Mesures particulières applicables aux travaux de peinture ou de vernissage par pulvérisation.

- Délibération n°56/CP du 10 mai 1989

JONC du 19 juin 1989 p 1312

Mesures particulières de sécurité applicables aux véhicules, appareils et engins de toute nature mis à la disposition des travailleurs pour l'accomplissement de leurs tâches.

- Délibération n°323/CP du 26 février 1999

JONC du 30 mars 1999 p 1325

Règles générales de prévention du **risque chimique** et à la fiche de données sécurité.

- Délibération n°211/CP du 15 février 1997

Mesures applicables à la protection des travailleurs contre le risque lié à l'inhalation des poussières d'amiante

- Délibération n°79 du 15 juin 2005

JO NC n°7872 du 28.6.2005 page 3712

Lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

- Arrêté n°634 du 17 mars 1989

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA

Plan Général de Coordination

Ind. 0

Date : 30/11/2017

page 3/45

Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75



JONC du 28 mars 1989 p 607

Charges maximales auxquelles peuvent être soumis les câbles, les chaînes de charge et les cordages en fibres naturelles et en fibres synthétiques utilisées pour exécuter des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

- **Arrêté n°635 du 17 mars 1989**

JONC du 28 mars 1989 p 607

Conditions de vérifications des appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charges.

- **Arrêté n°1867 du 13 juillet 1989**

JONC du 13 septembre 1989 p 2067

Fixant la périodicité des vérifications des installations électriques.

- **Arrêté n°1868 du 13 juillet 1989**

JONC du 13 septembre 1989 p 2068

Fixant le modèle du rapport des vérifications électriques prévu à l'article 54 de la délibération relative aux mesures particulières de protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

- **Arrêté n° 8015-T du 2 décembre 1991**

JONC du 17 décembre 1991 page 3343

Relatif à la protection des travailleurs contre le bruit.

- **Arrêté n°1209-T du 19 mars 1993**

Déterminant la nature des renseignements à fournir par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'inspection du travail.

- **Arrêté n°1211-T du 19 mars 1993**

Prescriptions minimales de sécurité et de santé concernant la manutention manuelle de charges comportant des risques, notamment dorsolombaires, pour les travailleurs.

- **Arrêté n°3445-T du 30 août 1995**

JONC du 12 septembre 1995 page 1682

Portant modification de l'article 19 de la délibération n°50/CP du 10 mai 1989 relative à la médecine du travail modifiée par la délibération n°432 du 03 novembre 1993 et relatif aux boîtes de secours.

- **Arrêté n° 3160-SES/369/MI du 15 mai 1985**

Réglementant la conservation des explosifs

- **Arrêté 677 du 23 mars 1989** relatif au contrôle de l'importation, du commerce, de la conservation et de l'emploi du nitrate d'ammonium

- **Arrêté 1458 du 22 septembre 1993**

Réglementant la conservation des explosifs sur le territoire de la N-C et imposant une liaison d'alarme filaire ou non filaire dans les bâtiments de stockage d'explosif

- **Arrêté 546 du 17 avril 1954**

Réglementant la fabrication, l'importation, la conservation, l'aliénation, le transport et l'emploi des explosifs en N-C

- **Arrêté 3160-SES/368/MI** du réglementant la conservation des explosifs

- **Réglementation pyrotechnique française de base relative au dépôt d'explosif**

- Décret 79-846 28 septembre 1979

- Arrêté du 26 septembre 1980

Fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques,

- **Circulaire du 8 mai 1981 relative à l'arrêté du 26 septembre 1980**

Demande de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (délibération n° 193-03/A PN du 28/11/2003)

- Rubrique 1311: stockage d'explosif de mine

- Rubrique 1330 : stockage de nitrate d'ammonium

Cette déclaration donne une description des installations, des produits et des procédés.

Elle est accompagnée de l'évaluation et la gestion des risques et impacts (liés au produit, générés par l'environnement, risque incendie, risque explosion,...)

- Charte chantier vert de la province Sud

Toute correspondance par EMAIL devra spécifier en Objet :

5000 309 - COPERNICA – objet du courriel.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 4/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



RAPPEL DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION APPLICABLE AUX ENTREPRISES

1° à 3° et 5° à 8° de l'article Lp. 261-2 du code du travail

- 1°. Éviter les risques ;
- 2°. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3°. Combattre les risques à la source ;
- 4°. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5°. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
- 6°. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
- 7°. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
- 8°. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
- 9°. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

La délibération n° 207 du 7 août 2012 relative à la santé sécurité sur les chantiers de bâtiment par son article 5,, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et le Coordonnateur Santé Sécurité, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

2. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPÉRATION

2.1. Modalités de coopération entre CSS, MOA, Moe et entreprises

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SANTE SECURITE (P.P.S.S.).

Le Coordonnateur Santé Sécurité exerce sa mission sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

En concertation avec le Coordonnateur Santé Sécurité, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises titulaires défaillantes, tout ou une partie des travaux ou des aménagements dus par celles-ci au titre de la protection de la santé et de la sécurité, des travailleurs.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 5/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



Nous rappelons que 3 conditions sont impérativement nécessaires avant toute intervention d'une entreprise à savoir :

- 1. Agrément du MOA (pour les entreprises sous-traitantes)**
- 2. Effectuer la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur Santé Sécurité**
- 3. Communication du PPSS de l'entreprise**

L'entreprise de gros œuvre doit mettre à disposition son P.P.S.S. dans la base vie, afin que les autres corps d'état puissent l'utiliser pour établir leur propre P.P.S.S.

En outre chaque entreprise intervenante devra tenir à jour sur le chantier un registre sécurité sous forme papier (consultable par le MOA, MOE, Coordonnateur Santé Sécurité, et les organismes compétents) dans lequel elle fera figurer une copie du PGC de l'opération, de sa visite d'inspection commune, de son PPSS et annexes, des comptes rendus de visite chantier, ainsi que de tous les courriers, courriels du Coordonnateur Santé Sécurité et l'ensemble des documents échangés avec celui-ci.

2.2. Présentation du projet

2.2.1. Déclaration préalable

A établir par le Maître de l'Ouvrage et à transmettre aux organismes de prévention.

Pour la tenue à jour du Registre Journal de la Coordination, le Maître de l'Ouvrage adresse au Coordonnateur Santé Sécurité une copie de cette Déclaration Préalable et une copie des Bordereaux d'envoi dudit document aux organismes officiels de prévention : Inspection du Travail – CAFAT.

2.2.2. Présentation du projet

Le projet consiste en la construction d'un ensemble résidentiel de 60 logements répartis sur 4 ilots.

2.2.3. Mode de consultation des entreprises

Appel d'offre ouvert.

2.2.4. Désignation des lots

Voir CCAP







2.2.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

- Nombre prévisionnel d'entreprises intervenantes : 15 à 20

2.2.6. Prévision des effectifs sur le chantier

- Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation): 25 à 50 salariés en pointe
Dimensionnement du cantonnement à prévoir en conséquence

2.3. Présentation des intervenants

	Nom	Mail	Responsable
Maître d'Ouvrage.		gdemers@fsh.nc	Gabrielle DEMERS 73 59 90
Maître d'oeuvre		vuesurmer@canl.nc	Christian DEHOLLAIN 27 19 19
Direction du Travail.		frederic.rieux@gouv.nc	Frédéric RIEUX 75 03 71
CAFAT		plebon@cafat.nc	Patrick LEBON 24 50 06
Coordonnateur Santé Sécurité.		wifrid.guillaume@fr.bureauveritas.com	Wilfrid GUILLAUME 74 42 29
Coordonnatrice Santé Sécurité.		karine.gombault@fr.bureauveritas.com	Karine GOMBAULT 93 44 28

2.4. Autorisations administratives

2.4.1. Permis de voirie, circulations, occupation du sol

L'entreprise aura à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

TERRASSEMENT
VRD & GO

2.4.2. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :

- ✓ D.I.C.T, (attention à la durée de validité)
- ✓ Demandes d'arrêtés,
- ✓ Autorisations concessionnaires, etc... (téléphone, câble, internet...)
- ✓ Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous-traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol. Une copie sera adressée au coordonnateur.
- ✓ Les entreprises étrangères doivent avant leur intervention sur le sol de Nouvelle Calédonie, faire une déclaration de détachement de salarié, à la Direction du Travail et de l'Emploi.



2.5. Renseignements administratifs (adresses utiles)

Coordonnées et noms des correspondants (liste non exhaustive) :

Electricité

EEC 46 36 36

PK 4, 5 rue Jean Charlier BP F3 6

98848 NOUMEA Cedex

ENERCAL 250 250

87 rue du Général De Gaulle – BP C1

98848 NOUMEA Cedex

Services des Eaux

CDE 41 37 38

PK 6 - 13 rue Edmond Harbulot

98848 NOUMEA Cedex

Télécommunications

OPT 26 84 00

2 rue Paul Monchauvet

98841 NOUMEA CEDEX

Services d'Urgences :

Police ☐ 17

SAMU ☐ 15

Pompiers ☐ 18

Hôpital :

Médipole 24 36 36

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

3.1. Contraintes d'environnement

3.1.1. Contraintes du site

L'attention des entreprises est attirée sur le fait :

- que les travaux seront exécutés **dans une zone urbaine, à proximité immédiate d'une école et voies piétonnes.**

- Les travaux seront vraisemblablement simultanés avec les parcelles voisines, entraînant des restrictions d'emploi des moyens de levage, et la mise en œuvre de système de gestion des interférences.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour interdire tout export de risque vers les tiers et réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

Les circulations et accès seront dégagés et nettoyés autant que nécessaire. En période de préparation, mise en place d'une plate-forme, y compris piste une d'accès traitée, afin de limiter les émanations de poussière.

Toute disposition et moyens devront être mis en place pour limiter la production de déchets. Mise en place d'une zone de tri avec gestionnaire sur site.

Autorisation d'intervention sur site :

L'accès et le travail des entreprises sur le site ne pourront se faire qu'après :

- ✓ Avoir effectué une inspection commune avec le CSS (document à conserver sur site - cf tableau ci-dessous),
- ✓ Avoir envoyé son PPSS au CSS et conservé un exemplaire sur site.
- ✓ Avoir effectué un accueil sécurité aux salariés intervenant sur site (liste des salariés et fiche d'accueil à conserver sur site – cf exemple de fiche annexée en dernière page du présent PGC).

Numéro de lot Intitulé de lot	Entreprise Coordonnées	Responsable	Inspection Commune	PPSPS Etat	Entrée Durée	Effectif
1 VRD	Ent UN Tél / Fax. : 03.22.XX.XX.X<<TOEG NORD PICARDIE, TX=,>>	M. XXXXX Mail :	02/01/2012	09/12/01	24/01/201 2 fin	5
2 Gros œuvre	Ent. DEUX Tél. : 03.22.xx.xx.xx<<TO: SN=R	M. XXXXX Mail :		N		

EN VERT : l'entreprise a rempli les conditions d'accès au site

EN ROUGE : l'entreprise n'a pas rempli les conditions d'accès et ne peut pas intervenir sur le chantier.

3.1.2. Sujétions liées au site

Éventuelle présence de réseaux existant à vérifier auprès des concessionnaires en période de préparation

3.1.3. Sous-sol

Voir étude géotechnique dans le DCE

Les précautions suivantes devront être impérativement prises :

- ✓ Assurer le drainage et le pompage, puis l'évacuation des eaux de ruissellement.
- ✓ Assurer stabilité de la plate-forme y compris fouilles.
- ✓ Se procurer les plans des réseaux existants enterrés ou sondages (signalisation).

V.R.D. &
G.O.

3.1.4. Accès

Le chantier est desservi à partir de la voie publique.

L'entreprise devra prendre toute disposition auprès des services concernés pour :

- ✓ La protection éventuelle des équipements existants.
- ✓ Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie, soit une interdiction de stationnement pendant toute la durée du chantier afin de permettre l'entrée et la sortie des véhicules (emprise à définir lors de l'établissement du plan des installations de chantier).
- ✓ Mise en place d'une signalétique d'accès au chantier

V.R.D. &
G.O.



Existence de **cheminement piéton** le long du chantier. L'entreprise devra prendre toute disposition auprès des services concernés pour :

- ✓ Assurer la protection des utilisateurs de ce(s) cheminement(s).

La construction **est mitoyenne à des ouvrages existants**, maison, trottoir, voirie, etc.

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des ouvrages existants et assurer la sécurité des intervenants et/ou riverains. (balisage rigide).

V.R.D. &
G.O.

3.2. Organisation générale du chantier

3.2.1. Modalité d'accueil des salariés

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une information pratique et appropriée en matière de santé & sécurité.

A cet effet il est conseillé aux entreprises d'établir un livret d'accueil

cette information pourra être assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises (**exemple de fiche d'accueil en annexe du présent PGC**) et portera sur :

- ✓ les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- ✓ la sécurité pendant l'exécution du travail
- ✓ les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- ✓ la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

3.2.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et avis du Coordonnateur Santé Sécurité le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui devront préciser dans les différentes phases du chantier la localisation :

GO

- ✓ des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- ✓ des conduites enterrées et aériens,
- ✓ des clôtures et protections temporaires,
- ✓ des parkings pour les véhicules de chantier,
- ✓ des installations destinées aux sanitaires,
- ✓ des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- ✓ de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- ✓ de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- ✓ des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- ✓ de l'emplacement des bennes à déchets,
- ✓ le l'emplacement de la grue
- ✓ des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche"
- ✓ de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

GO

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 11/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



3.2.3. Cantonnements

L'entreprise mettra en place le cantonnement général de chantier pour tous les intervenants : **Il sera conforme aux mesures prévues par le code du travail NC.** | GO

Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier. L'hébergement sur site est interdit.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie et gestion des déchets.

Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement des installations de chantier, ainsi que toutes les démarches administratives, les droits et taxes et les dépenses de consommations.

L'entreprise devra réaliser toutes les démarches administratives, régler les droits et taxes, et assurer l'entretien et la maintenance pendant toute la durée du chantier.

3.2.3.1. Sanitaires

Entretien des sanitaires à la charge de l'entreprise. | GO

3.2.4. Piste d'accès et plate-forme

3.2.4.1. Phase chantier

Dès la prise de possession des lieux par l'entreprise principale.

Réceptionner et prendre en charge la plate-forme et les pistes de circulation, puis les entretenir afin d'interdire toute sortie de boue sur la chaussée.

Révision de la plate-forme, à la demande du Maître d'Œuvre et / ou du coordonnateur, impérativement avant les travaux de façade afin d'assurer une bonne stabilisation des échafaudages de pied ou des nacelles).

3.2.5. Réseaux provisoires

Assurer l'évacuation des eaux pluviales avant «clos couvert » pour éviter risque d'inondation du terrain à la charge de l'entreprise. | VRD
GO

3.2.6. Clôture de chantier

Une clôture en panneaux rigides, fixée mécaniquement et non blessante sera installée, jusqu'à la mise en place de la clôture définitive | GO

L'état des clôtures et des portails sera vérifié par des visites régulières. En cas de parties manquantes ou dégradées, le nécessaire devra être fait afin d'assurer la continuité de la fermeture du chantier.

- ✓ Des panneaux seront mis en place, sur l'ensemble de la clôture :
- ✓ « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »,
- ✓ « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ».

En dehors des horaires du chantier, les portails d'accès au site seront fermés à clé.

Sur voirie extérieure et sortie de chantier :

- ✓ Un panneau « SORTIE D'ENGINS » sera mis en amont et aval des accès au chantier,
- ✓ Un panneau « STOP » sera mis en place en sortie de chantier.

3.2.7. Accès et circulations extérieurs

3.2.7.1. Accès au chantier

L'accès à la zone cantonnement sera physiquement séparé de l'accès des véhicules, camion et engins.

Les consignes d'accès seront données par l'entreprise lors de l'accueil des salariés.

La zone « installation de chantier » sera implantée de façon à assurer la continuité dans l'espace et le temps.

Accès piétons

Les circulations piétonnes seront de type « pied sec », matérialisées physiquement (balisage, signalétique, passage piéton, pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier

Accès véhicules

GO

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'Œuvre et l'entreprise.

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications seront affichés. Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc...

Circulations dans l'emprise du chantier

Les circulations seront aménagées et entretenues par l'entreprise.

GO

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- ✓ balisage et séparation physique vis-à-vis des voies où circulent des véhicules.
- ✓ éclairage des zones où le personnel est amené à circuler.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

Les entreprises doivent conduire leurs travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables, les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux.

L'entreprise supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier. Seules les dépenses d'entretien seront imputées au compte prorata.

Circulations hors de l'emprise du chantier

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur la voie d'accès principale.

Cette obligation absolue permettra de maintenir en permanence les accès :

- ✓ aux services de sécurité,
- ✓ aux piétons et aux véhicules,
- ✓ aux livraisons,

aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées.

Signalisation et éclairage

Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur Santé Sécurité, le Maître d'Œuvre aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires.

Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'Œuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, l'entrepreneur titulaire sera seul responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et ouvriers.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 13/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



3.2.8. Stationnement

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur du chantier.

3.2.9. Protection contre l'incendie

Tout feu ouvert ou barbecue est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud une heure avant de quitter le chantier.

L'entreprise installera des extincteurs appropriés aux différents risques dans les bureaux de chantier, vestiaires, réfectoires, magasins de stockage etc...

TCE

Les entreprises installeront des extincteurs appropriés aux différents risques dans Les locaux affectés à leur personnel.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, devront Préalablement, en informer le maître d'Œuvre et le Coordonnateur Santé Sécurité.

Au minimum, 10% des salariés présents, devront connaître le maniement des extincteurs.

3.2.10. Elévation du personnel

Les accès en hauteur, communs à tous les corps d'état, seront mis en place au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment par l'entreprise.

GO

L'entreprise qui installera un moyen d'accès devra le mettre à disposition des autres corps d'état.

Dès que possible, la circulation verticale du personnel, se fera par les escaliers définitifs avec installations d'éclairages et des dispositifs de sécurité réglementaires.

3.2.11. Travaux en hauteur

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Les accès communs à l'échelle, ne seront admis que :

- ✓ si des fixations en pied et en tête sont mises en place,
- ✓ si la hauteur d'accès ne dépasse pas 3 mètres,
- ✓ si l'échelle dépasse d'au moins un mètre le niveau d'accès,
- ✓ si les équipements, matériels, matériaux transitent par un autre moyen,
- ✓ si l'emprise au sol est protégée contre les chocs dus à la circulation d'engins ou de véhicules,
- ✓ Pour le cas de fouilles, outre les mesures ci-dessus, l'échelle devra être distante d'au moins 15 cm des parois et stabilisée en pied.

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux seront effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de type plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de nacelle élévatrice ou d'échafaudage de pied. Ce matériel devra répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels devront être montés ou évoluer sur des surfaces stabilisées.



L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention sera obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection pourra être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant dans les mêmes conditions les effets d'une chute de plus grande hauteur. Lorsqu'il est fait usage d'un tel équipement de protection individuelle, un travailleur ne doit jamais rester seul afin de pouvoir être secouru dans un temps compatible avec la préservation de sa santé. En outre, l'employeur doit préciser dans une notice les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'équipement de protection individuelle ainsi que les modalités de son utilisation.

3.2.12. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par l'entreprise, au-dessus et à l'aplomb des accès du bâtiment.

GO

L'entreprise, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, aura à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection pendant toute la durée du chantier.

Elle devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

3.2.13. Echafaudages, matériels ou équipements mis en commun

Chaque corps d'état doit, la protection de son personnel pour l'exécution de ses ouvrages et le matériel correspondant à mettre en place sur le chantier, et ce, pendant toute la durée du chantier. Toutefois,

- ✓ Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état.
 - ✓ Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.
 - ✓ Le chef d'établissement doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.
 - ✓ Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.
 - ✓ L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.
 - ✓ Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.
- La mise à disposition du matériel devra faire l'objet d'un accord préalable auprès des entreprises.
- L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :
- ✓ Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
 - ✓ Apposer sur celui-ci un PANNEAU VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
 - ✓ Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 15/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise devra appliquer la totalité des démarches suivantes :

- ✓ s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,
- ✓ qu'il soit adapté à l'usage qu'elle veut en faire,
- ✓ qu'il présente les sécurités requises,

Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.

Tour escalier :

L'entreprise en charge de l'élévation du personnel, installera des tours escaliers ceci jusqu'à la pose de l'accès toiture définitif.

Ne sont pas considérées comme tour escalier les tours d'étalement.

Les tours escaliers sont régies par les mêmes règles et les mêmes principes d'affichage, d'utilisation, d'application de normes que les échafaudages.

Les tours escaliers devront être équipés, de platelages de franchissement d'acrotère et d'escalier de descente derrière l'acrotère avec protection et main courante.

3.2.14. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur et la visite médicale inhérente à jour.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- ✓ du guidage des véhicules et des engins,
- ✓ de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- ✓ les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération (voir § 1.1 Généralités).

3.2.15. Modalités de visite du chantier par des tiers

Dans la mesure où des visites sont organisées par le Maître d'Ouvrage. Les mesures de protection et de sécurité seront définies par l'entreprise principale (GO) et communiquées pour avis au coordonnateur Santé Sécurité, ces mesures devront prendre en compte l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de visites (nombre de visiteurs, heures de visite, locaux visités, etc...).

Une fiche de consigne de sécurité à adopter sur le site sera réalisée par le Maître d'Ouvrage. Celle-ci devra être connue et signée par tous les visiteurs.

L'organisateur de la visite demeurera le seul responsable de la fourniture des casques et chaussures de sécurité, ainsi que des éventuels dommages subis par les visiteurs au cours de la visite.

3.2.16. Gardiennage

Il n'est pas prévu de gardiennage par le Maître de l'Ouvrage. Cette option peut toutefois être débattue entre les entreprises concernées.

Si cette option est retenue, les mesures suivantes devront être prises :

Rappeler au chef d'établissement de la société de gardiennage que le travail isolé est interdit,

Le(s) agent(s) de sécurité devront être équipés d'EPI (casque, chaussure de sécurité et gilet classe II) pour leurs rondes,

Les entreprises veilleront à ne pas encombrer les circulations.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 16/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	

4. MESURES DE COORDINATION SANTE SECURITE

4.1. Responsabilité des entreprises

Les entreprises après avis favorable du Maître d' Ouvrage et/ou le Maître d'Œuvre tiendront informés le Coordonnateur Santé Sécurité des nouvelles entreprises sous-traitantes agréées.

4.1.1. Les séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux dangers ayant une influence sur le planning et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

4.2. Inspections Communes

L'Inspection Commune de la séquence sera réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la Co-activité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence devront OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.






Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'Inspection Commune devra être programmée avec le CSS au moins 15 jours avant intervention et en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés.

L'Inspection Commune sera faite impérativement en présence du titulaire du lot.

4.2.1. Définitions des séquences d'interventions

Exemples de décomposition des interventions et remarques en termes de Co activités.

Séquences	Interventions	Planning hypothèse	Dangers	Mesures à prendre	Qui ?
1 Infrastructur e	Terrassement, Fondations...		Environnement Heurts	Clôture de chantier Zonage	G.O. M d'œuvre
2 Elévation	Gros Œuvre, Electricité, Plomberie...		Travaux de hauteur	Respect des modes opératoires Protections collectives	T.C.E.
3 Clos couvert	Charpente Etanchéité, Menuiseries ext, Couverture...		Co-activité importante Travaux à risques Travaux de hauteur	Accès en hauteur Protections collectives Stabilité du terrain	Charpentier Couvreur G.O. Etanchéité
4 Second œuvre	Aménagements intérieurs Cloisonnement, Corps d'état techniques...		Co-activité importante Effectif important	Nettoyage, ordre, Tableaux électriques de chantier en nombre suffisant	T.C.E.
5 Finitions, extérieurs	Ravalement, Espace extérieur Finitions chantier...		Co-activité importante Visites de chantier Co-activité avec les tiers	Nettoyage Mise en service des réseaux définitifs Repli des installations de chantier Gestion des visites en fonction des risques.	T.C.E.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA


Plan Général de Coordination

Ind. 0

Date : 30/11/2017

page 17/45



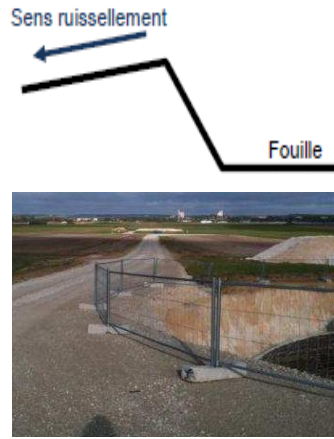


4.3. Analyse de la séquence 1 – Travaux préparatoires – Infrastructure

Séquences	Interventions		Analyse de risque	Mesures à prendre	Qui ?
1 Préparation Infrastructu re	Terrassement, Fondations,		Environnement Heurts	Clôture de chantier Zonage	G.O. M d'Oeuvre

L'essentiel pour la séquence 1 :

- Le site doit être clos et indépendant.
- Les réseaux existant doivent si nécessaire être hors tension ou hors pression.
- La Plate-forme doit être nivelée, drainée et compactée.
- Elle doit être de résistance permettant l'approche des camions et des engins de levage par tout temps.
- Elle doit avoir une sur dimension minimum de 3 mètres autour du bâtiment.
- DICT en votre possession

Lot Terrassement & Lot Fondation

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Accès dans la zone travaux	Mise en place signalétique + maintenance 	Maintenir en place la signalétique + mise en place en tenant compte de la présence de travaux à proximité
Eboulement 	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage) Talus à 1/1 ou 1/3 maximum après validation du maître d'œuvre. La plateforme doit prévoir une pente légère afin que les eaux de ruissellement en cas de pluie, s'évacuent naturellement vers l'extérieur et non dans l'excavation Eventuellement mise en place d'une géo-membrane pour limiter la chute de bloc. Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. A cet effet une Berme de 1m de largeur interdite de stockage, sera mise en place aux abords des fouilles.	
Chute 	Mise en place de passerelle sécurisée + balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).	
Heurt avec engins 	Signalisation temporaire ou permanente. Adapter la vitesse de l'engin. Bip de recul + gyrophare sur les engins et	Respecter la signalisation temporaire ou permanente mise en place. Port gilet rétro-réfléchissant pour le

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA

Plan Général de Coordination

Ind. 0

Date : 30/11/2017


page 18/45

Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
	véhicules de chantier	personnel de chantier
Réseaux existants	Demande des DICT avant toute intervention. Repérage, signalisation, balisage et protection.	Prendre connaissance du DICT.

4.4. Analyse de la séquence 2 – Elévation

Séquence	Interventions		Analyse de risque	Mesures à prendre	Qui ?
2 Elévation	Gros Œuvre, Electricité, Plomberie, ...		Travaux de hauteur	Respect des modes opératoires Protections collectives	T.C.E.

L'essentiel pour la séquence 2 :

- Protections collectives contre les chutes de hauteur : périphérie, trémies...
- Circulations dégagées, gravas et déchets évacués.
- Accès protégés et propres.

Lot Gros œuvre

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage 	Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Les réservations sur plancher seront réalisées à l'aide de matériaux permettant la perforation aux dimensions souhaitées (béton cellulaire, etc...). Utilisation de plates-formes sur mât recommandée. équipées des protections contre les chutes en avant.	Respect des zones d'interdiction définies par le GO. 
Chute d'objets / levage 	Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites	Respect des zones protégées
Chute d'objet / rives 	Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire	En cas de démontage de protections : mise en place de mesures équivalentes. Port du casque obligatoire
Eclairage	Mise en place à l'avancement dans les circulations et maintenance quotidienne	Informer le GO et le SPS en cas de dégradation.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA




Plan Général de Coordination

Ind. 0

Date : 30/11/2017



page 20/45

Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75


<p>Chute de plain-pied</p> 	<p>Platelage pour circulation sur zone ferrailage. Mise en place de passerelle d'accès stable et sécurisée. Circulations dégagées.</p>	
<p>Trémies d'escalier :</p> 	<p>✓ Trémies d'escalier protégées horizontalement par un système laissant une trappe de passage. Cette protection sera démontable, afin de permettre les approvisionnements à l'étage.</p> <p>Cette installation devra être posée de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.</p>	
<p>Chute de hauteur</p>	<p>Mise en place des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux, en tenant compte des interventions futures.</p> <p>Les ouvertures sur plancher devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support. Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 dm², elles seront protégées à l'aide de garde-corps</p>	
<p>Heurt avec engins</p> 	<p>Signalisation temporaire ou permanente. Adapter la vitesse de l'engin.</p> <p>Bip de recul + gyrophare sur les engins et véhicules de chantier</p> <p>Création d'un accès piétons différent de l'accès engin. (pose de la signalisation permettant la sécurité des piétons)</p>	<p>Respecter la signalisation temporaire ou permanente mise en place.</p> <p>Port gilet rétro-réfléchissant pour le personnel de chantier</p>
<p>Empalement</p>	<p>Têtes crossées ou protection par capuchons PVC. Les mesures prises doivent être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures</p>	
<p>Risque électrique</p>	<p>Utilisation d'appareil étanche</p> <p>Alimentations à partir des coffrets relais ou à partir de groupes électrogènes et raccordés à la terre.</p>	<p>Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien</p>

Lot Electricité


Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chute d'objets : matériel, outillage	Balisateur des zones d'intervention	
Chute des gravas lors de percements	Protéger les zones de chute des matériaux et nettoyage.	

		
Travaux par point chaud, meulage (travaux de réha) 	Protection des éléments inflammables et extincteurs dans la zone de travail	

Lot Plomberie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chute d'objets : matériel, outillage	Balisage des zones d'intervention	
Chute des gravas lors de percements	Protéger les zones de chute des matériaux et nettoyage.	
Travaux par point chaud, meulage (travaux de réha) 	Protection des éléments inflammables et mettre en place un extincteur à portée de mains par poste de travail à point chaud	



4.5. Analyse de la séquence 3 – Clos Couvert

Séquence	Interventions		Analyse de risque	Mesures à prendre	Qui ?
3 Clos couvert	Etanchéité, Menuiseries ext, Charpente Couverture,		Co-activité importante Travaux à risques Travaux de hauteur	Accès en hauteur Protections collectives Stabilité du terrain	Charpentier Couvreur G.O. Etanchéité


L'essentiel pour la séquence 3 :

- Périphérie du bâtiment nivelée et compactée.
- Circulations dégagées, gravas et déchets évacués.
- Permanence des protections collectives.
- Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...)

Lot Etanchéité


Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Travaux par point chaud, 	Protection des éléments inflammables et mettre en place un extincteur à portée de mains par poste de travail à point chaud Evacuation de vos déchets à l'avancement Protections contre l'arrachement et envol des matériaux en toiture et bardage	
Approvisionnement en toiture 	Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou grue équipé d'un crochet de levage adapté Balisage de votre zone d'intervention	

Lot Bardage


Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chute, effondrement de l'échafaudage 	Montage échafaudage par du personnel habilité (pas de montage au dessus des tranchées) Nacelle conduite par du personnel autorisée (intervention sur plate-forme stabilisée) Pas d'intervention depuis la toiture en l'absence de protections collectives anti-chute	Remblai en périphérie du bâtiment

Lot Menuiseries Extérieures



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Mise en place des baies	Respect des protections collectives. Balisage sous les zones d'intervention.	

		
--	--	--

Lot Charpente


Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Mise en place Charpente 	Respect des protections collectives du GO. Balisage sous les zones d'intervention.	
	Levage à la grue, et utilisation de P.E.M.P. (nacelles élévatrices) : engins à jours des révisions périodiques obligatoires et personnel titulaire de l'autorisation de conduite délivrée par l'employeur	

Lot Couverture


Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Mise en place couverture 	Mise en place d'une passerelle en coordination avec le charpentier. Respect des protections collectives du GO. Balisage sous les zones d'intervention. Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...) Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération. S'assurer auprès du charpentier des points d'accrochage possibles des filets Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanternes, descente EP Les dispositifs de fixation des potelets de garde-corps en rives de toiture doivent permettre l'exécution sans avoir à enlever ces potelets Obligation de neutraliser la ou les zones de levage en rez-de-chaussée	Mise en place de filets grosse maille et petite maille en sous face et en rive des toitures (à coordonner avec le lot Charpente) : maintenir ces filets en place, jusqu'à pose des verrières et lanternes
Approvisionnement toiture 	Zone d'approvisionnement déterminée Balisage de Renforcement de la toiture sur la zone la zone d'intervention Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...)	
Ecrasement	Neutraliser la zone à l'aplomb de la zone de	Pas de coactivité durant les opérations

	pose du bardage, en tenant compte de la courbe de chute Obligation de neutraliser la ou les zones de levage en rez-de-chaussée	de levage
--	---	-----------

Lot Menuiseries Extérieures

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Mise en place des baies 	Respect des protections collectives. Balisage sous les zones d'intervention. Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber.	
Poussières lors de la Découpe bois	Les Travaux dégageant de la poussière de bois doivent se faire dans une zone confinée, ventilée et à l'aide d'EPI (Masque à poussière et lunette) Le nettoyage doit être effectué à l'aide d'aspirateur	


4.6. Analyse de la séquence 4 – Second Œuvre

Séquence	Interventions		Analyse de risque	Mesures à prendre	Qui ?
4 Second œuvre	Aménagements intérieurs, Corps d'état techniques,		Co-activité importante Effectif important	Nettoyage, ordre, Tableaux électriques de chantier en nombre suffisant	T.C.E.

L'essentiel pour la séquence 4 :

- Bonne répartition des coffrets électriques.
- Circulations dégagées, gravas et déchets évacués.
- Permanence des protections collectives.


Lot Plâtrerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chute dans trémie 	Maintenir en place les protections collectives	✓ Lot GO : Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant une trappe de passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.
Opération de levage	Guidage de la manœuvre par un chef levagiste Approvisionnement sur une recette sécurisée Aucun approvisionnement ne pourra se faire au dessus d'un accès	Pas de superposition de tâche avec d'autres intervenants en façade

Lot Menuiseries intérieures

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Poussières lors de la Découpe bois	Les Travaux dégageant de la poussière de bois doivent se faire dans une zone confinée, ventilée et à l'aide d'EPI (Masque à poussière et lunette) Le nettoyage doit être effectué à l'aide d'aspirateur	

Lot Ascenseur

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chute 	Le système obturant la trémie, ne sera démonté que lorsque des protections (portes définitives ou panneaux provisoires) seront installées Lors des travaux en partie basse de la gaine, des écriteaux les signalant seront apposés à chaque niveau. Nettoyage des gaines avant travaux y compris pompage si nécessaire.	Interdit de démonter les protections collectives et de jeter vos déchets dans les cages d'ascenseurs

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA


Plan Général de Coordination

Ind. 0



Date : 30/11/2017

page 26/45


Lot Peinture-Revêtement Muraux-Sols souples

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Utilisation de produits à base de solvants	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	
Chute de plain-pied 	Intervention dans une zone prévue à cet effet, en aucun cas, la découpe se fera en gênant les accès. Pose du carrelage à phaser, afin d'assurer la circulation des ouvriers aux différents postes de travail	

Lot Serrurerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chute 	La pose des garde-corps doit se faire depuis l'intérieur si possible, en conservant les protections collectives posées par le lot gros œuvre. Dans le cas contraire, il est possible d'intervenir depuis l'extérieur à l'aide d'un échafaudage ou d'une nacelle adapté. En dernier recours, l'utilisation d'un système antichute pourra être envisagée	Interdit de démonter les protections collectives à l'avance. Pose de garde-corps en présence des protections collectives provisoires. 


4.7. Analyse de la séquence 5 – Finitions et Extérieurs

Séquence	Interventions		Analyse de risque	Mesures à prendre	Qui ?
5 Finitions, extérieurs	Ravalement, Espace extérieur Finitions chantier		Co-activité importante Visites de chantier Co-activité avec les tiers	Nettoyage Mise en service des réseaux définitifs Repli des installations de chantier Gestion des visites en fonction des risques.	T.C.E.

L'essentiel pour la séquence 5 :

- Périphérie du bâtiment nivelée et compactée.
- Circulations dégagées, gravas et déchets évacués.

Lot Ravalement

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chute, effondrement de l'échafaudage 	Montage échafaudage par du personnel habilité (pas de montage au-dessus des tranchées) Nacelle conduite par du personnel autorisée (intervention sur plate-forme stabilisée) Pas d'intervention depuis la toiture en l'absence de protections collectives antichute	Remblai en périphérie du bâtiment

Lot Espaces verts

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chutes des personnes	Balisage et protection des fouilles restant ouvertes. Balisage à 1 mètre en retrait avec un balisage visible de nuit.	
Collision Evolution d'engins	Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic.	

Lot VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le lot	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres lots
Chutes des personnes	Balisage et protection des fouilles restant ouvertes. Balisage à 1 mètre en retrait avec un balisage visible de nuit. Installation de passerelles de franchissement des tranchées en nombre suffisant. Les regards restants ouverts seront protégés (balisés ou obturés).	
Collision Evolution d'engins	Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic.	



Co-activités et protections collectives

4.7.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

TCE

- ✓ Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- ✓ La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- ✓ Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place. L'entreprise devra définir dans son P.P.S.S, le type de protections qu'elle mettra en place (ex : les balcons, escaliers, mur rideau, terrasses etc...).
- ✓ Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- ✓ Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- ✓ Le Coordonnateur Santé Sécurité sera informé des compléments ou modifications ainsi apportées avant toute intervention sur le site.
- ✓ Priorité sera donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- ✓ Tous les éléments en cours d'assemblage devront être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- ✓ Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier.

GO

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.S. de l'entreprise précisera le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Santé Sécurité, elle devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel. Ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications devront être soumises au Coordonnateur et feront l'objet d'un additif au P.P.S.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.7.2. Liste des protections collectives

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Les entreprises complèteront les protections prévues pour chaque poste de travail selon les modes opératoires retenues, en le précisant dans son PPSS ou pourra proposer des dispositions au moins équivalentes.

En tout état de cause, les offres des entreprises prévoiront le maintien en place des protections collectives existantes et de celles qu'elle a obligation d'installer pour ses travaux (ou pour ses sous-traitants) et ce, jusqu'à la fin du projet.

Protections collectives à mettre en place :

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 29/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



- a) **Planchers** : au droit des trémies d'escalier ou de tout autre vide de construction, un garde-corps rigide d'une hauteur minimale de 1,10 m avec une sous-lisse à mi hauteur et une plinthe de 0,15 m seront fixés préalablement en rive du plancher concerné.
- b) **Aciers en attente**, verticaux ou horizontaux seront crossés.
- c) **Baies et ouvertures** : les baies ayant une allège de faible hauteur, devront être pourvues d'un garde-corps d'une hauteur minimale de 1,00 m par rapport au sol du plancher de travail concerné.
- Ce garde-corps permettra la pose des menuiseries extérieures.
- d) Les protections collectives en toiture seront maintenues en place jusqu'à la réception de l'ouvrage, par l'entreprise désignée dans la colonne de droite.
- e) **Trémies** : Elles devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support.
- A part les trémies d'ascenseur, elles seront toutes protégées horizontalement, notamment les trémies d'escalier intérieur en attente d'escalier définitif. Une trappe sera alors prévue dans la protection.
- f) Mise en place d'éventuelles goulottes étanches pour l'évacuation des gravois de petits volumes.
- g) La réalisation des **escaliers définitifs** se fera au plus vite. Auparavant, il sera mis en place une tour d'échafaudage.
- h) Dès la fin du gros œuvre, installation d'un échafaudage de façade, qui sera commun pour l'ensemble des travaux de finitions de celle-ci.
- i) L'entreprise de couverture installera :
- en sous-face de la toiture de charpente, un filet grandes mailles,
 - les protections périphériques, provisoires avec structures métalliques et filet normalisés,
 - obturera les ouvertures en toiture par des panneaux résistants à 1200 joules ou posera des protections provisoires avec structures métalliques et filet normalisés.

4.7.3. Protection des trémies d'escalier

- ✓ Les trémies d'escalier seront protégées horizontalement par un système laissant une trappe de passage. Cette protection sera démontable, afin de permettre les approvisionnements à l'étage.
- ✓ Cette installation devra être posée de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.

4.7.4. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessiterait le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) devra présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective devront être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois le dispositif mis en place.

L'entreprise devra installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

GO

Par exemple, les garde-corps mis en place dans les baies des fenêtres ou des gaines d'ascenseurs, des mezzanines, du mur rideau, devront permettre la pose des menuiseries et des garde-corps définitifs.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 30/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



4.7.5. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, pour l'établissement de protections collectives ou nettoyage tel qu'il est défini, et dont l'absence est de nature à causer un risque pour les autres entreprises, l'entreprise est tenue de se substituer à celle-ci.

GO

Si c'est l'entreprise qui est défaillante, le Coordonnateur Santé Sécurité et le Maître d'Œuvre le mettront en demeure de pallier ce non-respect des règles de sécurité dans l'heure qui suit le constat.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur Santé Sécurité pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.7.6. Travaux superposés

Autant que possible les travaux superposés seront évités dans le calendrier de travaux.

MOE

Dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous.

En particulier, pour les lots structures, des dispositions seront organisées et mises en place lors de la pose des poutres.

Chaque cas sera examiné par le Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur Santé Sécurité.

D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur, les entreprises interdiront toute circulation de personnes en dessous et à l'aplomb des postes de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place – puis la maintenance – de clôtures (éventuellement amovibles) rigides.

4.7.7. Mise en œuvre de produits dangereux

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier (enlèvement de matériaux amiantés, traitement à la chaux, flocage, sablage, utilisation de substances toxiques ou inflammables, soudure, etc.) devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyens et de résultats).

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Le P.P.S.S. :

- ✓ Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- ✓ Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- ✓ Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

4.7.8. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux devront s'effectuer dans les locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique sera mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre devra s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc...

En cas d'impossibilité, il sera nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles...).

Ce paragraphe sera complété dans le PPSS de l'entreprise. Le Coordonnateur SPS pourra refuser la livraison sur le chantier d'un produit toxique. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 31/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



4.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier devra être équipée des protections individuelles adaptées au travail effectué (A minima, chaussures de sécurité, casque de chantier, gants, lunettes de protection et protections auditives).

4.9. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

4.9.1. Approvisionnements

Les approvisionnements seront définis et organisés en accord avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, le Coordonnateur Santé Sécurité et l'entreprise. TCE

4.9.2. Mise en commun de moyens de levage

A soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur Santé Sécurité.

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention devra être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

4.9.2.1. Engins, appareils de levage, appaux de levage et grues

Dans la mesure des impératifs du chantier, l'entreprise est tenue de mettre sa ou ces grue(s) à la disposition de toutes les entreprises qui lui en feront la demande, pendant toute la période de mobilisation de ces/cette dernière(s). TCE

Un protocole sera établi avec les entreprises concernées. Cette demande se fera obligatoirement une semaine avant l'intervention, afin de permettre une planification.

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appaux et grues), les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur Santé Sécurité. (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien seront à disposition dans le bureau de chantier).

Le socle, la grue à tour, les appaux et l'installation électrique seront vérifiés sur le site avant leur mise en service par un organisme de contrôle agréé.

Avant le montage et le démontage de la grue, l'entreprise devra condamner la zone en travaux.

Aucun des composants de la grue ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

En cas d'interférence de grue ou d'interdiction de survol à charge, un système de gestion sera à la charge de l'entreprise installatrice y compris système de communication si nécessaire.

4.9.2.2. Grosses manutentions : Grues à tour

a) Avant montage

Au préalable du montage de la grue, l'entreprise fournira au maître d'ouvrage, le rapport d'un bureau de contrôle attestant de la stabilité de la grue (validation de la note de calcul des fondations).

b) Montage des grues à tour

Deux semaines avant, l'entreprise préviendra le CSS de la date prévue pour le montage des grues à tour.

L'entreprise fournira le **PPSS du prestataire** retenu pour cette opération.

Aucun personnel autre que ceux directement affectés au montage de la grue ne sera présent sur site durant cette opération.

c) Avant mise en service :

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 32/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



L'entreprise fournira au maître d'ouvrage, le PV de vérification avant mise en service des grues (sans réserve), attestant notamment :

- l'opérationnalité des limiteurs de secteurs, interdisant le survol à charge de l'extérieur de l'enceinte du chantier
- le fonctionnement du système de gestion des interférences des grues le cas échéant. (plusieurs grues sur le chantier ou interférence avec les chantiers voisins).

d) Démontage des grues à tour :

Un mois avant, l'entreprise préviendra le CSS de la date prévue pour le démontage des grues à tour, un moyen d'approvisionnement collectif sera alors installé et mis en service.

Les conditions d'exécution sont identiques à celles du montage.

4.9.3. Grue mobile

Conditions obligatoires pour l'utilisation de grue mobile:

✓ **Le levage au moyen de grue mobile sera effectué en adéquation avec le guide des bonnes pratiques- Utilisation de grues mobiles : www.e-tlf.com/SNUG/guide_ufl.pdf**

✓ **Aucun personnel ne devra s'approcher de la **Zone de manutention** de l'engin et des pièces à déplacer pendant toute la durée de la manutention (de la mise en mouvement de l'engin jusqu'à l'arrêt de l'engin).**

✓ **Cette **Zone de manutention** comprend le point de stockage des pièces à manutentionner, la zone de mouvement de l'engin chargé de la manutention ainsi que le parcours que l'engin de manutention à effectuer jusqu'au point de dépose des pièces à manutentionner.**

✓ **La **Zone de manutention** devra être dégagée de tout obstacle pouvant gêner la manœuvre. Les pièces à manutentionner ne seront levées par l'engin qu'à une hauteur strictement nécessaire au déplacement des pièces.**

✓ **Un agent **responsable de la manutention** sera chargé de superviser la manutention. Il veillera à l'application stricte de la méthodologie et le conducteur d'engins sera sous ses ordres. L'agent **responsable de la manutention** sera positionné hors **Zone de manutention** et en relation permanente avec le conducteur (radio). Il veillera en particulier à ce qu'aucune personne ne pénètre dans **la Zone de manutention et pourra arrêter la manutention si les conditions obligatoires ne sont plus remplies**. Avant chaque manutention, Il s'entend avec le conducteur d'engin pour décrire précisément la totalité de la manutention.**

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 33/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	

4.9.4. Autorisation de survol

L'entreprise aura à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Le chantier se situe, à proximité de quelques maisons d'habitation (présence d'enfants), voirie publique et d'un chantier en cours de réalisation.

Les zones énoncées ci-dessus ne devront en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. **Des systèmes de limitation mécanique** de zone seront mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence sera mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) aura à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Un plan matérialisera les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche et de la (des) contre flèche.

L'entreprise devra fournir la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

La flèche ou l'un quelconque de ses composants, ne peut être en aucun cas, être à une distance verticale inférieure à 3 ou 5 mètres d'installation électrique.

La grue est obligatoirement mis en girouette en dehors des périodes de travail, les crochets sont remontés et dépourvus de charge.

4.9.5. Manutentions manuelles des charges

Installation et entretien de monte matériaux y compris console d'approvisionnement à la charge de l'entreprise. TCE

4.10. Installation électrique générale de chantier

Généralités

Les installations électriques seront vérifiées sur le site avant leur mise en service par un organisme de contrôle agréé. PV à transmettre au maître d'ouvrage. ELECTRICITE

- ✓ L'ensemble des installations sera exécuté, par l'entreprise, par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur. La vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé.
- ✓ **Dans le cas de bâtiment à étages, il y aura au minimum, un coffret par niveau et par cage d'escalier.**

Branchement électrique de chantier.

A partir du point de livraison d'électricité défini par le maître d'Ouvrage, l'entreprise devra réaliser l'ensemble de l'installation électrique provisoire du chantier. Cette installation sera décomposée en 2 phases :

- ✓ L'installation primaire,
- ✓ L'installation de distribution,

Et comprendra de façon distincte :

- ✓ L'installation électrique pour les besoins du cantonnement.
- ✓ L'installation électrique nécessaire à l'alimentation des matériels de levage.
- ✓ L'installation d'éclairage pour le cheminement et la circulation des personnels sur le chantier comprenant :



- ✓ L'éclairage des cheminements destinés aux personnels des entreprises situées à l'extérieur des bâtiments (cheminements entre accès au chantier et cantonnement – cheminements entre cantonnements et postes de travail)
- ✓ L'éclairage des circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments.
- ✓ Eclairage de balisage pour accès au poste de travail.
- ✓ L'installation de distribution électrique nécessaire aux besoins du chantier.
- ✓ Les armoires électriques seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447). Elles seront en permanence fermées à clé.
- ✓ Protections des circuits par dispositifs différentiels conforme.

Les réseaux de distribution et d'alimentation extérieurs seront réalisés sous fourreaux afin d'éviter le risque d'accrochage des lignes.

- ✓ Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien.
- ✓ Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation.
- ✓ Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à disposition sur le chantier.
- ✓ Les appareils d'éclairage doivent être résistants aux chocs et à l'eau (indice de protection adapté).
- ✓ Chaque entreprise est responsable de l'éclairage de son poste de travail. Le titulaire ne doit que l'amenée du courant dans une armoire, suivant une répartition définie ci-dessus

4.11. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.11.1. Manutentions manuelles

Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définiront, dans leur Plan Particulier de Santé Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

4.11.2. Co-activité

Il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances telles que bruit, émanations poussières, vapeur délétère de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.

En cas de superposition, et s'il est impossible des les éviter, l'entreprise située en partie la plus élevée prend les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant la mise en sécurité des entreprises situées dans les parties inférieures.

4.12. Risques environnementaux

Les entreprises tiendront compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise devra se mettre en rapport avec les chantiers en proximité, concernant le mode de communication avec les grutiers, ceux-ci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

4.13. Interférences des grues

Les entreprises utilisant des grues de tous types devront donner les caractéristiques de celles-ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites devra être installé.

Ces caractéristiques devront apparaître dans le P.P.S.S. de chaque entreprise concernée.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 35/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



5.4. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ou du Coordonnateur Santé Sécurité, et sans mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 37/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



6. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

6.1. Téléphone de secours

A partir d'un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**.
L'emplacement ou la personne en disposant devra être connu de tous les ouvriers concernés.

6.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (minimum un), **QUELQUE SOIT L'ENTREPRISE**, devra être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. devront avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et apposeront, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, sera affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en sera de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

6.3. Travail isolé

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolé en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

6.4. Procédure d'organisation des secours

Le plan des installations de chantier devra porter les zones de circulations réservées au moyen de secours (qui devront être dégagés en permanence).

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours habilités (SAMU, POMPIERS ou AMBULANCES PRIVEES).

GO

6.5. Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

La trousse de secours peut être définie ou complétée par le médecin du travail et utilisée par une personne compétente.

6.6. Déclaration.

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Coordonnateur Santé Sécurité et au Maître d'Œuvre dans les 24 heures.

Le cas échéant tout accident ou incident grave devra être signalé au plus tôt.



6.7. Modèle de liste des numéros d'urgence.

E N C A S D ' A C C I D E N T

A p p e l e z l e s P o m p i e r s



et dites :

1. ICI CHANTIER :

**Résidence Copernica
DUMBEA
Lotissement PALMIER III
Rue LAPEROUSE**

Téléphone :

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 39/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



7. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LE COORDONNATEUR SANTE SÉCURITÉ ET LES ENTREPRISES

Dans le souci de satisfaire à la lettre à l'esprit de La délibération n° 207 du 7 août 2012 relative à la santé sécurité sur les chantiers de bâtiment la procédure suivante sera respectée par l'entreprise :

- L'entreprise prendra contact au moins 15 jours avant début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune.
- L'entreprise doit faire parvenir son PPSS au coordonnateur Santé Sécurité au moins 10 jours avant le début de ses travaux.
- **Toute correspondance par EMAIL devra spécifier en Objet :
5000 309 - COPERNICA – objet du courriel.**
- L'entreprise doit répondre par écrit aux observations du coordonnateur Santé Sécurité et viser le registre journal,
- L'entreprise doit mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur Santé Sécurité pour le contrôle des accès au chantier,
- L'entreprise doit désigner un interlocuteur pour le coordonnateur Santé Sécurité,
- L'entreprise doit transmettre au coordonnateur Santé Sécurité les documents à intégrer au D.I.U.O.,
- Pour tous les travaux à risques particuliers, l'entreprise doit établir des modes opératoires et les communiquer au coordonnateur Santé Sécurité
- L'entreprise doit transmettre au Coordonnateur Santé Sécurité les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier

En cas de sous-traitance :

L'entreprise qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage (ou solliciter l'agrément de la maîtrise d'ouvrage).

- L'entreprise communiquera au coordonnateur Santé Sécurité au moins 30 jours avant toute nouvelle intervention d'un sous-traitant : ses noms et qualités, la nature et la durée de ses activités et le nom, la fonction et les coordonnées du responsable des personnels chargés des travaux;
- L'entreprise remettra à son ou ses sous-traitants un exemplaire du plan général de coordination ainsi qu'un document précisant ses propres mesures d'organisation générale, son PPSS et son livret d'accueil.
- L'entreprise participera à chacune des inspections communes de ses sous-traitants.
- A l'issue de ces inspections communes, L'entreprise apportera son appui technique à chacun de ses sous-traitants pour adapter leur PPSS à la réalité et aux exigences du chantier.
- L'entreprise apportera son appui technique au coordonnateur pour faire évoluer les PGC en fonction de la nature des activités de ses sous-traitants.

Le coordonnateur Santé Sécurité informera sans délai le maître d'ouvrage de tout manquement à la présente procédure.

Le PGC ayant valeur d'avenant au contrat, l'inobservation de tout ou partie de cette procédure constitue une inobservation du contrat et donnera lieu à l'application des sanctions prévues par celui-ci.

Une convention de sous-traitance ne saurait dégager l'entreprise de ses obligations à l'égard du maître d'ouvrage

En cas de sous-traitance par une entreprise non connue ou non agréée, le coordonnateur pourra exiger son départ immédiat du chantier.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 40/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

8.1. Sous-traitance

Tous les travaux sous-traités doivent être soumis, au préalable, à l'autorisation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Santé Sécurité.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées très rapidement au Coordonnateur Santé Sécurité, au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre, pour l'organisation de l'inspection commune.

L'attention des entreprises qui ont l'intention de sous-traiter est attirée sur le fait que certaines prestations de service sont en réalité des prêts de main-d'œuvre donnant lieu à rétribution et sont en infraction aux dispositions concernant le travail temporaire et délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

En tout état de cause, le sous traitant devra respecter et avoir les moyens tant en organisation et matériel de faire respecter les directives sécurité santé du présent document.

8.2. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :

que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,

que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,

que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

8.3. Le plan particulier santé sécurité.

8.3.1. Remarques importantes

L'intervention du Coordonnateur Santé Sécurité ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

8.3.2. Entreprises titulaires d'un lot

Conformément aux obligations de la **Délibération n° 207 du 7 août 2012**, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSS).

Ce PPSS est établi après l'inspection commune préalable à laquelle doivent procéder le Coordonnateur SPS et l'entrepreneur, **préalablement à l'intervention de celui-ci**.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC servira de base à l'établissement du PPSS.

La mise à jour du PPSS, avant d'engager les travaux, devra tenir compte des observations résultantes de la visite commune avec le Coordonnateur Santé Sécurité.

8.3.3. Déclaration et agrément du sous-traitant

L'entreprise a l'obligation de déclarer au Coordonnateur Santé Sécurité tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indiquera la nature précise des prestations sous-traitées.

Cette obligation s'applique pour les sous-traitants de 2ème degré ou de degré supérieur.

Cette déclaration est distincte de la demande d'agrément qui peut être demandée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Santé Sécurité pourront demander au Maître d'Ouvrage, le refus d'agrément d'une entreprise sous-traitante dont la structure ne répond pas aux exigences de sécurité définies au PGC et dans le PPSS du titulaire.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 41/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



8.3.3.1. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Cette obligation s'applique en cascade aux sous-traitants de 2ème degré et de degré supérieur.

8.3.3.2. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que le contractant principal quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises, avec les précisions suivantes :

Le PPSS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies pour le contractant principal et notamment celles contenues dans le PGC.

Si les travaux exécutés par les sous-traitants sont les mêmes que ceux de l'entreprise, avec les mêmes modes opératoires que ceux définis dans le PPSS de cette dernière, le sous-traitant pourra être exempt d'établir et de transmettre son propre PPSS. Dans ce cas, elle s'engagera par écrit, au respect des mesures de sécurité arrêtées par l'entreprise titulaire et adhèrera de fait au PPSS de l'entreprise titulaire voir article 22 **Délibération n° 207 du 7 août 2012** .

8.4. Accueil des entreprises prestataires « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, devront le signaler dans leur PPSS.

Les chauffeurs seront accueillis par le chef de chantier de l'entreprise qui leur expliquera les règles de sécurité les concernant. (fiche d'accueil ci-jointe)

Elles devront également respecter la charte Ministérielle d'Organisation Professionnelle inscrite au registre de la D.R.E.

8.5. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants « patentés » ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

à l'obligation de remettre au Coordonnateur Santé Sécurité un Plan Particulier de Santé Sécurité au respect de la Délibération n° 207 du 7 août 2012 .

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

8.6. Sanctions administratives & Pénalités

L'intervention sur le chantier sans respect des obligation prévues par la la Délibération n° 207 du 7 août 2012 (notamment visite d'inspection comune initiale et diffusion du P.P.S.S au Coordonnateur SS entraînera l'application des pénalités non seuuelemnt prévues par la Délibération n° 207 du 7 août 2012 mais aussi celles prévues par le Maître d'Œuvre etl e CCAG travaux ; elle entrainera de fait l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel et si l'entreprise ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 42/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



Délibération n° 207 du 7 août 2012

CHAPITRE IV

Sanctions administratives

Article 30 : L'employeur, qui ne satisfait pas aux obligations définies par les articles 19 et 22, est passible d'une pénalité dont le montant est au plus égal à 200 000 F par travailleur exerçant son activité sur le chantier.

Article 31 : L'employeur, qui ne satisfait pas aux obligations définies par l'article 20, est passible d'une pénalité dont le montant est au plus égal à 200 000 F

Article 32 : L'employeur, qui ne satisfait pas aux obligations définies par l'article 23, est passible d'une pénalité dont le montant est au plus égal à 100 000 F par travailleur exerçant son activité sur le chantier

Article 33 : L'entreprise qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par une entreprise sous-traitante qui ne satisfait pas aux obligations définies par l'article 21 est passible d'une pénalité dont le montant est au plus égal à 200 000 F par travailleur ou travailleur indépendant exerçant son activité sur le chantier et appartenant à une entreprise travaillant en sous-traitance pour elle.

Article 34 : L'entreprise qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par une entreprise sous-traitante qui ne satisfait pas aux obligations définies par l'article 24 en matière de procédure d'accueil sécurité pour les travailleurs indépendants alors qu'elle est titulaire d'un lot, est passible d'une pénalité dont le montant est au plus égal à 100 000 F par travailleur indépendant exerçant son activité sur le chantier dans le cadre de ce lot.

Article 35 : L'entreprise sous-traitante qui ne satisfait pas aux obligations définies par l'article 21, est passible d'une pénalité dont le montant est au plus égal à 200 000 F par travailleur ou travailleur indépendant exerçant pour elle sur le chantier.

Article 36 : Le travailleur indépendant qui n'a pas participé à une visite de chantier préalable avec le coordonnateur santé sécurité conformément aux dispositions définies par l'article 23 est passible d'une pénalité dont le montant est au plus égal à 200 000 F CFP.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 43/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	



9. ANNEXES AU P.G.C.

9.1. Fiches d'accueil « exemple »

Chaque salarié susceptible d'intervenir sur ce chantier doit être mentionné sur la fiche de son entreprise. Le jour de son arrivée il doit être accueilli par son chef d'équipe qui lui présente le site (mettre des croix dans les cases), et le fait signer.

Toutes les fiches sont rangées dans le classeur sécurité de l'entreprise.

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque.

N° Opération : 5000 309 - COPERNICA	
Plan Général de Coordination	Ind. 0
Date : 30/11/2017	page 44/45
Bureau Veritas Nouméa Tél : + 687 41 02 60 fax : + 687 41 02 75	

FICHE D'ACCUEIL		ENTREPRISE :								
		V2.2 5000 309 – COPERNICA								
OPERATION :		Nom / Prénom	Installation de chantier	Présentation des travaux	Circulations et accès	Risques / prévention au poste de travail	Equipement individuel	Dispositions en cas d'accident	Date	Signature de l'ouvrier

Nota : Inscrire sur cette liste, les personnes de votre société susceptibles d'intervenir sur le chantier. Les intervenants sur place doivent viser la fiche. Cette fiche sert d'attestation d'accueil des salariés.

Personne responsable de l'accueil :